

Article

« Vie quotidienne, besoins individuels et action volontaire »

Alberto Melucci

Sociologie et sociétés, vol. 25, n° 1, 1993, p. 189-198.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001495ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Vie quotidienne, besoins individuels et action volontaire

ALBERTO MELUCCI
Traduit de l'italien par Dario De Facendis

RÉSEAUX DU QUOTIDIEN

Les conflits postindustriels ont été caractérisés par la nouveauté des acteurs et des conflits, mais aussi par leurs rapports particuliers avec les systèmes politiques et les formes traditionnelles de représentation. Les mouvements féministes, écologiques, ethniques-nationaux, pacifistes et les mouvements de la jeunesse n'ont pas seulement porté au-devant de la scène des acteurs conflictuels, des formes d'action et des problèmes étrangers à la tradition de lutte du capitalisme industriel: ils ont aussi mis en lumière l'inadéquation des formes traditionnelles de représentation politique, l'incapacité de celles-ci à accueillir de façon efficace l'émergence de nouvelles demandes sociales.

Dans le contexte postindustriel, la mobilisation collective prend des formes (en particulier des formes organisationnelles) qui échappent aux catégories de la politique traditionnelle, soulignant plutôt la discontinuité analytique des phénomènes contemporains par rapport aux mouvements sociaux du passé, particulièrement en ce qui concerne le mouvement ouvrier. Les observateurs ont identifié la structure segmentée, grillagée, polycéphale de cette mobilisation collective (Gerlach et Hine, 1970; Freeman, 1983; Melucci, 1984a, 1989, 1991; Donati, 1984; Gundelach, 1984; Nedelman, 1984; Kitschelt, 1985; Klandermans, Kriesi et Tarrow, 1988). Le mouvement est composé par des unités diversifiées et autonomes, qui utilisent une importante partie de leurs ressources afin d'assurer la solidarité interne. Toutefois, un réseau de communications et d'échanges assure le contact entre les différentes cellules du mouvement: des informations, des individus, des modèles de comportement circulent au sein du réseau et, en passant d'une unité à l'autre, favorisent une forme d'homogénéité d'ensemble. Le leadership n'est pas concentré mais diffus; il est entre autres limité à des objectifs spécifiques et des individus différents peuvent, en recouvrant des fonctions déterminées, assumer des rôles de leaders.

Cette structure, que l'on retrouve dans les groupes de jeunes, de féministes, d'écologistes et de pacifistes de différents pays, implique une délimitation difficile de l'acteur collectif. Le mouvement se présente comme une nébuleuse aux contours incertains et à la densité variable. De plus, étant donné sa faible division du travail et un inévitable

dédoublément des fonctions entre les différentes composantes, un tel modèle organisationnel semble être peu apte à assurer l'efficacité de l'action collective. Mais des recherches ont montré que de fortes motivations de solidarité, ainsi que la participation directe sollicitée par l'action, assurent à chaque composante une grande cohésion et lui permettent de se maintenir unie, même dans les phases dépressives de la mobilisation collective. On a aussi remarqué que la «dysfonctionnalité» apparente de ces groupes (résultat du dédoublement des fonctions et des rôles) se révèle être souvent une ressource capable de combler d'éventuelles déficiences; elle permet aussi de faire face aux crises organisationnelles ou à la répression qui peuvent frapper les parties du mouvement. C'est encore une telle «dysfonctionnalité» qui permet à l'action collective de pénétrer de façon capillaire le tissu social et d'en retirer soutien et consensus.

Si, en raison de la fermeture du système politique, il ne trouve pas de débouchés institutionnels, ou encore si ses contenus culturels se trouvent réduits à la seule dimension politique par le biais de formes rigides de représentation, ce type d'action collective peut donner lieu à un repli vers des formes atomisées et évasives d'action individuelle ou vers une violence sans issue. La crise qui en découle peut, ou bien dissoudre les mouvements dans la dimension éparse du quotidien, ou bien les étouffer, lorsque la réponse à cette crise a comme conséquence les choix désespérés du terrorisme ou de l'autodestruction individuelle (drogue, déviance, marginalité). Mais même lorsque la crise de la mobilisation collective et la faiblesse politique nous font croire à l'inefficacité de l'action de ces mouvements, même alors, par leur existence même, ces mouvements produisent d'importantes transformations sociales, comme le démontre l'évolution de l'action collective au cours des vingt dernières années en différents pays (Breines, 1982; Kitschelt, 1985; Gundelach, 1984; Nedelman, 1984; Stein, 1985; Melucci, 1987; Scott, 1990). D'abord, en leur fournissant du personnel nouveau, et de nouveaux modèles culturels, ces mouvements stimulent une modernisation des acteurs institutionnels, favorisant ainsi le renouveau des élites et celui des formes organisationnelles du système politique et des grandes institutions de la société; de plus, ils produisent un renouveau du tissu de la vie quotidienne, en créant, à côté des formes traditionnelles d'appartenance et d'association, de nouveaux réseaux de solidarité qui produisent l'innovation culturelle et alimentent la participation civique.

Dans les sociétés complexes, les mouvements sont donc, avant tout autre chose, des réseaux submergés de groupes, de points de rencontre, de solidarité, qui diffèrent profondément de l'image traditionnelle de l'acteur collectif organisé politiquement. Il s'agit d'une profonde transformation du modèle organisationnel, et celle-ci représente la structure, caractéristique et spécifique, des formes émergentes de conflit dans les sociétés à haute complexité.

La première chose que l'on observe, c'est la structure segmentée, grillagée et poly-céphale; il s'agit d'une structure submergée, ou, mieux encore, latente; les différentes cellules qui la composent maintiennent, par le truchement de la circulation des informations et des individus, des liens avec le mouvement. Ces liens deviennent explicites seulement lors de mobilisations collectives, à l'occasion desquelles le réseau latent fait surface et s'agrège, pour ensuite s'immerger à nouveau dans le quotidien. L'agrégation revêt un caractère culturel et se situe sur le terrain de la production symbolique à l'intérieur de la vie quotidienne. Il existe un entrelacement croissant entre l'action collective et les problèmes qui relèvent de l'identité individuelle; la solidarité du groupe ne peut être séparée de la recherche personnelle et des besoins affectifs et de communication de ses membres, et ce au niveau de leur existence quotidienne.

Si on tient compte de ces caractéristiques, il faut alors opérer une distinction entre les formes d'existence permanentes des réseaux et les moments de mobilisation et de lutte; les unes sont étroitement entrelacées à la vie quotidienne, aux besoins et à l'identité des membres; les autres transforment en action collective visible une potentialité qui se forme et s'alimente au sein de la situation de latence.

La mutation moléculaire produite par la structure submergée ne doit pas être considérée comme un fait «privé» et résiduel, mais comme la condition même de la possibilité de mobilisation; cette dernière, d'ailleurs, renforce la solidarité primaire et empêche la dispersion et la fragmentation des différentes cellules. Les formes de mobilisation extérieure reflètent les caractéristiques de la solidarité interne. Celle-ci peut être ainsi résumée: l'agrégation est ponctuelle, c'est-à-dire qu'elle se concrétise autour d'un objectif déterminé; l'agrégation concerne le présent et ne poursuit pas d'objectifs lointains et impossibles à atteindre; l'agrégation n'est pas possible si elle n'est pas le lieu d'une coïncidence entre les objectifs collectifs et les besoins affectifs de communication et de solidarité des membres; enfin, l'agrégation doit garantir l'existence d'espaces de contrôle immédiat, vérifiables dans l'expérience directe des membres.

Une telle structure constitue à la fois la force et la faiblesse de ces acteurs collectifs. Sa force consiste dans la capacité de mobiliser des solidarités primaires qu'aucune organisation complexe ne pourrait rassembler de façon stable; elle consiste aussi dans le fait qu'une telle structure permet une flexibilité, une ductilité et une immédiateté que des organisations plus structurées ne pourraient assurer; enfin, elle fournit des canaux permettant l'expression directe de demandes conflictuelles et de besoins de participation qui trouveraient difficilement ailleurs les moyens de s'agréger. Sa faiblesse consiste dans les risques de fragmentation qu'elle encourt de façon permanente, dans la difficulté de se mesurer aux problèmes proprement politiques, c'est-à-dire de se mesurer à la complexité des décisions et des médiations, aux problèmes d'efficacité, et, en général, dans la difficulté de se mesurer aux contraintes d'un système dans lequel il existe des intérêts hétérogènes qui sont en compétition les uns avec les autres.

Quel est le rôle de l'action collective dans le changement social? Si la structure physiologique des mouvements sociaux contemporains est effectivement telle que nous venons de la décrire, quelles en sont les conséquences sur le système de représentation et sur les organisations politiques? La première réside dans le constat que la forme politique d'organisation n'est pas adéquate pour représenter les demandes collectives. L'organisation politique est en effet structurée de telle façon qu'elle représente des intérêts relativement stables; intérêts définis sur une base territoriale, professionnelle ou sociale. Elle est conçue pour poursuivre, à travers l'accumulation progressive des résultats et des ressources, des objectifs de longue haleine. Enfin, elle doit garantir la continuité des intérêts qu'elle représente, et cela par la médiation entre les objectifs qui font partie de l'avenir immédiat, et ceux qui font partie d'un processus de «longue durée». Aujourd'hui, face à la nécessité de représenter une pluralité d'intérêts, les organisations politiques se trouvent dans la nécessité d'ajuster leur structure traditionnelle, même en ce qui concerne les intérêts les plus stables et les mieux définis: c'est d'une telle nécessité que naît l'attention croissante portée aux dynamiques organisationnelles, celles-ci ne pouvant être aplaties ou rendues transparentes par le recours à l'idéologie.

La deuxième conséquence réside dans le fait que, à cause justement de la nature fragmentée et dispersée de leur action, les mouvements dans les sociétés complexes ne peuvent survivre sans accéder à des formes de représentation politique. Pour que les dynamiques conflictuelles ne soient pas vaines, il faut qu'elles puissent être traduites par des acteurs institutionnalisés et se frayer ainsi un chemin à l'intérieur des canaux de représentation politique. L'efficacité politique dépend alors de l'ouverture, de la réceptivité, de l'efficacité des formes de représentation. Toutefois, ces mouvements, à cause du caractère particulier des demandes sociales qu'ils véhiculent, ne peuvent être limités à une telle représentation, et les dynamiques conflictuelles survivent et se reproduisent au-delà de la médiation institutionnelle. On se trouve donc devant un double paradoxe: d'une part, l'action collective ne peut plus être séparée des demandes et des besoins individuels, et à cause de cela, elle est continuellement menacée par l'atomisation et la privatisation. D'autre part, la dynamique conflictuelle n'investit pas la logique du système par le biais de la politique et, de ce fait, ne peut se passer de la politique pour s'exprimer. Il n'est pas facile de faire face à ce double paradoxe, et c'est justement à ce point paradoxal que

commence cette invention du quotidien au nom de laquelle les mouvements se battent et à laquelle ils en appellent à la société tout entière.

PRENDRE SOIN DU QUOTIDIEN

Un des champs de la vie quotidienne où émergent de la façon la plus évidente les nouveaux besoins et les nouvelles formes d'action collective qui ne possèdent pas un caractère politique immédiat est celui de la santé, du soin de soi et des relations interpersonnelles. Jamais par le passé, la vie quotidienne n'avait-elle été l'objet de soins comme elle l'est devenue dans les sociétés complexes contemporaines. Dans nos sociétés, la vie quotidienne n'est plus seulement le champ de l'expérience et de la vie relationnelle, mais aussi et surtout un terrain d'intervention et d'étude pour une panoplie de spécialistes. Ceux-ci conçoivent la vie quotidienne comme une série de problèmes qu'il faut résoudre. Ce sont les politiques des services sociaux et de la santé qui alimentent, en premier lieu, une telle tendance (De Leonardi, 1990). En effet, les interventions destinées à la prévention opèrent selon une logique de classification préliminaire de la population, découpée sur la base des indicateurs sociaux, territoriaux et épidémiologiques. Le critère d'identification des sujets (qui marque, dès qu'il opère, les histoires individuelles), est celui de l'appartenance à un groupe préalablement défini de la population; dès qu'un sujet est reconnu comme appartenant à un groupe particulier, il se trouve introduit dans un des réseaux de services appelé à traiter le problème personnifié par le sujet (les problèmes étant définis en termes de pathologie ou de risques de pathologie). Dans le champ de la santé, les messages d'alarme et les interventions qui en découlent, se multiplient; mais ces problèmes qu'il s'agit de résoudre ont été mis en relief par l'alarme elle-même. Les individus se découvrent alors porteurs de problèmes dont ils ne soupçonnaient pas l'existence, et même avant d'entrer à l'intérieur d'un quelconque circuit pour leur traitement, ils se soumettent à des mécanismes de diagnostic qu'ils trouvent déjà tout prêts. C'est alors que l'intervention des spécialistes, des experts et des conseillers devient nécessaire pour trouver aux problèmes ainsi mis en lumière la meilleure définition et, éventuellement, la « solution ».

L'usage individuel de médicaments auto-administrés est un exemple limite d'une telle situation. L'abondance des messages visant à mettre en relief l'importance de la santé et l'expansion du marché du bien-être physique, en même temps qu'ils ont fait circuler l'information, influencent aussi la perception individuelle de l'état de santé ou de maladie et élargissent l'incertitude de chacun par rapport à lui-même et à son propre corps. À ce point, le recours aux médicaments peut devenir une façon de tenir sous contrôle une zone d'incertitude grandissante et, dès lors, les conseils des experts apparaissent comme autant de bouées de sauvetage. De cette façon se produit une « thérapeutisation » du quotidien, où il semblerait que la priorité consiste à guérir la vie plutôt que de la vivre. La diffusion de la prévention par la définition codifiée des groupes à risque fait augmenter la pression subie par les individus. La prépondérance de la fonction de diagnostic a pour effet de prolonger le séjour du « cas » à l'intérieur du système de santé, de telle sorte que l'intervention visant à résoudre le problème s'est transformée en un perfectionnement et en une extension aberrante du diagnostic, sans qu'aucune intervention thérapeutique n'ait été faite.

Ces processus accroissent la possibilité d'attribution de la pathologie au social et, en même temps, accroissent le potentiel d'autonomie des besoins qui s'expriment à travers la pathologie elle-même. Les demandes et les besoins des individus sont stimulés par la diffusion des informations et par les interventions du système sanitaire. Les services créent leur clientèle et, du coup, créent à l'intérieur du système de santé des exigences précisément justifiées par l'utilisation des services et par l'information reçue. Celles-ci évoquent la responsabilité de chacun envers son propre corps, sa propre santé et ses propres besoins affectifs. C'est ainsi que les ressources offertes par les services et par le marché de la santé, non seulement servent à étiqueter et contrôler, mais stimulent chez les

usagers l'autonomie individuelle et la réappropriation de l'existence personnelle sous tous ses aspects.

La diffusion de pratiques thérapeutiques autres que celles de la médecine officielle, ainsi que l'attention portée aux soins du corps au moyen de techniques alternatives, font partie de ce cadre culturel et participent à son évolution. Les pratiques non institutionnelles de guérison semblent constituer, du moins temporairement, une réponse aux besoins nouveaux dans le champ de la santé. Pour se répandre, ces pratiques profitent des insuccès et de l'inadéquation du système de santé institutionnel. Mais leur fonction est sûrement temporaire; elle prélude à un processus de décantation des contenus et des pratiques traditionnelles; elle est elle-même un des éléments qui contribuent à la redéfinition complète des concepts de santé et de maladie. Une telle redéfinition concerne le rôle et les instruments de la médecine elle-même. Les pratiques non institutionnelles accélèrent, à l'intérieur de la médecine, la création d'un paradigme différencié, capable de reconnaître la diversité des problèmes et la pluralité des instruments aptes à les résoudre.

Dans les processus qui conduisent à la «thérapeutisation» du quotidien, il existe donc une profonde ambivalence: c'est par ces processus que le besoin individuel de définir soi-même les chemins qui conduisent au bien-être se fraye un chemin. À cet accroissement de la conscience de soi chez l'individu, l'augmentation de l'information mise à la disposition des individus contribue également. Dans les expériences les plus personnelles de la vie quotidienne, ce qui apparaissait avant comme étant une donnée brute de l'expérience (relations affectives, maladie, corps) devient maintenant un espace ouvert à l'intervention consciente (Melucci, 1984b). Les individus sont alors capables de reconnaître l'existence d'un champ d'intervention qui les concerne directement, à l'intérieur duquel ils peuvent exercer leur droit au choix personnel. Cela n'est d'ailleurs pas suffisant pour endiguer les pressions vers l'indépendance: elles sont puissantes et diffuses (Foucault, 1977). La prise de conscience, la responsabilité de soi et les soins qu'on apporte à soi-même et aux autres sont sûrement des moyens pour affirmer l'autonomie des individus, pour cimenter de nouvelles solidarités (Melucci, 1991).

Les réseaux latents de ces nouvelles relations à l'intérieur du champ de la santé, de l'assistance et des besoins personnels constituent également des formes nouvelles d'action volontaire en émergence. Celles-ci diffèrent de la philanthropie traditionnelle ainsi que de l'intervention publique de l'État.

L'ACTION VOLONTAIRE DANS LE QUOTIDIEN

L'émergence de ces formes nouvelles d'action volontaire, surtout dans le champ de la santé et de l'assistance, s'est produite dans un climat de crise de plus en plus aiguë des modèles du *welfare*, dont le déclin s'est d'abord manifesté dans les sociétés qui avaient à l'origine introduit ces modèles (Offe et Lenhardt, 1979; Offe, 1984; Ascoli, 1987; Pasquinelli, 1989; Ranci, De Ambrogio et Pasquinelli, 1991). Le phénomène cache des réalités hétérogènes, qui peuvent être difficilement unifiées en une catégorie unique. Il est nécessaire de reconnaître que nous sommes ici sur le terrain de l'action collective, et non sur celui de l'action de l'État ou du marché. Nous ne sommes pas non plus sur le terrain de la solidarité privée, ou de l'échange entre les individus, même si toutes ces dimensions interviennent lorsque l'on trace les limites du champ empirique où le phénomène est observable (Tittmuss, 1971; Piliavin et Charng, 1990; Ranci, 1990; Uehara, 1990).

Ce qui différencie l'action volontaire en tant que catégorie sociologique, c'est la nature volontaire du lien social à l'intérieur duquel l'action est accomplie. Une action est volontaire quand son accomplissement implique l'adhésion, librement choisie, à une forme de solidarité collective; cette adhésion s'exprime dans la libre participation à un réseau relationnel. Un autre caractère de l'action volontaire est celui de la gratuité de la prestation qu'elle offre. Mais cette gratuité ne concerne pas le simple fait qu'on ne retire de cette action aucun bénéfice économique direct. En effet, si quelqu'un aide son voisin à cultiver le jardin, une telle action relève d'une forme de solidarité privée, réglée par

l'échange entre les personnes. Pour qu'on puisse parler d'action volontaire, il faut que sa gratuité concerne la relation qui lie les acteurs impliqués dans l'action collective : ce qui caractérise l'action volontaire, c'est le fait que les bénéfices économiques ne constituent pas la base de la relation entre ceux qui y participent, ni entre ces derniers et les bénéficiaires de l'action elle-même (comme cela arrive dans les relations de travail lorsque l'on reçoit une rétribution).

L'action volontaire est une forme d'action collective, caractérisée par un lien volontaire de solidarité qui engage ceux qui y participent sans en retirer aucun avantage économique direct. Les autres bénéfices (avantages symboliques, prestige, estime de soi, pouvoir) sont présents dans l'action volontaire de la même façon que dans toute autre forme d'échange social. En outre, il peut résulter de l'action volontaire des bénéfices économiques indirects, puisque, à travers elle, peuvent être acquises des compétences, établis des réseaux d'influence, ou, encore, peut être exercé un pouvoir (par exemple, le fait d'acquérir des compétences professionnelles ou de nouer des relations avantageuses sur le plan professionnel ou politique).

Dans ce qui a été discuté jusqu'ici sont contenues implicitement deux autres dimensions qu'il faut expliciter pour que notre définition de l'action volontaire soit exhaustive. Premièrement, l'action volontaire fournit des objectifs communs à ceux qui y participent, même si à l'intérieur de l'action il existe une multiplicité de buts visés par les individus ou par les sous-groupes. De plus, dans l'action volontaire une forme d'organisation est toujours présente, même lorsqu'elle ne coïncide pas avec une structure associative institutionnalisée.

Les réalités empiriques de l'action volontaire ont, en ce qui concerne la nature des buts visés par l'action, un caractère distinct : l'action est en effet orientée de telle sorte qu'elle produit des bénéfices ou des avantages au profit des sujets autres que ceux qui participent à l'action ; elle se représente donc en tant que prestation d'un service, ou distribution d'un bien à autrui. De plus, la gratuité concerne non seulement la prestation fournie par ceux qui participent à l'action, mais aussi la jouissance retirée par ceux qui la reçoivent. C'est donc dire que l'action se qualifie comme étant une forme d'altruisme social (Ranci, 1990).

À ce moment-ci de la discussion, nous pouvons nous interroger sur les raisons de l'émergence, dans les sociétés complexes contemporaines, d'une disponibilité diffuse pour ce type d'action et pour les besoins auxquels elle répond. Mais pour cerner ces raisons, il faut distinguer quelques orientations de l'action très différentes les unes des autres à l'intérieur de la généralité du phénomène empirique. Il y a d'abord et avant tout des éléments de philanthropie traditionnelle, et qu'elle soit d'inspiration laïque ou religieuse n'a que peu d'importance. Ce qui caractérise l'attitude philanthropique traditionnelle et en oriente l'action, c'est le paternalisme. L'aide apportée à autrui, la redistribution des ressources, sont conçues comme des gracieusetés ; c'est le devoir des forts et des privilégiés envers les faibles et les infortunés. Le « riche » (de la même façon que jadis le souverain ou le seigneur) doit s'occuper du « pauvre », puisqu'il doit en répondre devant Dieu (dans la version laïque, il doit en répondre devant la norme morale). Le populisme, étroitement lié au paternalisme, s'en distingue toutefois par quelques caractéristiques analytiques significatives. L'orientation fondamentale de l'action populiste plonge ses racines dans une vision dichotomique de la société, non plus conçue en termes relationnels, mais selon un schéma haut/bas ou, éventuellement, centralité/marginalité. Le pouvoir est perçu comme un Moloch abstrait et lointain ; à l'opposé, il y a les exclus de la recherche à la rédemption. Cette fracture acquiert un caractère métaphysique et il n'y a pas de place en elle pour une analyse sociale qui tienne compte des rapports entre les positions sociales ; rapports qui impliquent des interactions, des échanges, des conflits et l'interdépendance entre les éléments en présence dans le social. En s'en remettant à une vision totalisante, à une « religion du salut » (qui peut très bien utiliser un langage strictement religieux, mais qui peut aussi utiliser un langage laïque), le populisme entend combler la division au sein du social. Le populisme, en tant que religion du salut, peut se

tourner vers la bienfaisance et est alors une alternative à la violence, qui est l'autre choix possible du populisme. La frontière entre la voie de l'assistance et celle de la violence est ténue, et le populisme oscille presque toujours entre une vocation paupériste-bénévole et un radicalisme qui peut même aller jusqu'à prendre des formes violentes.

La troisième orientation est directement liée aux effets du système moderne de *welfare* et de ses politiques sociales. Elle se caractérise en tant que réaction, c'est-à-dire en tant que réponse d'individus ou de groupes à l'intervention publique de l'État en matière de besoins sociaux (Balbo et Bianchi, 1982; Balbo, 1987). Cette réaction peut revêtir un caractère essentiellement défensif, quand elle s'oppose aux excès de l'intervention publique, et qu'elle se donne comme tâche de défendre, contre l'ingérence publique, les dimensions de l'expérience qui sont d'ordre privé et inviolables. Cette réaction peut aussi présenter les traits de la dénonciation et de la suppléance, lorsqu'elle réagit aux lacunes coupables du système de *welfare*. Dans les pays parvenus tardivement à se doter de politiques sociales dignes de ce nom, par exemple l'Italie, les réactions à l'excès des interventions et aux carences de celles-ci s'additionnent, les politiques publiques du *welfare* étant à la fois déficitaires et intrusives.

La participation sociale ou l'action communautaire (*community action*) constitue une autre orientation de l'action qui n'est sûrement pas nouvelle dans la tradition démocratique anglo-saxonne, mais qui occupe une faible place dans les pays latins. Ici, ce qui est en jeu, c'est la volonté des citoyens de manifester, à travers l'action, leur droit/devoir de contribuer à la vie collective, même dans ses dimensions quotidiennes. L'action vise alors à créer l'occasion de participer et exprime le sentiment d'appartenance à une communauté civique. À travers l'action se manifestent cette appartenance et la responsabilité que l'on assume dans la poursuite de buts communs. Parfois, on agit aussi en vue d'élargir les réseaux d'une telle participation.

Enfin, certains éléments de l'action collective appartiennent à la dimension analytique des mouvements sociaux, en particulier à sa dimension de défi symbolique. Celui-ci est une orientation conflictuelle qui investit les modalités de construction des codes culturels dominants. C'est par l'action elle-même que l'arbitraire des langages et des signes de la rationalité technique est rendu manifeste: par son existence même, l'action défie le pouvoir, en renverse la logique et présente d'autres significations possibles. Dans le concret de l'action altruiste, dans la passion de l'action volontaire, est contenue cette dimension de défi symbolique. À la rationalité calculatrice, à l'efficacité technique du rapport moyens/fins, on oppose la gratuité du don, l'engagement personnel et direct dans l'ici et le maintenant de l'existence concrète, le besoin d'une communication humaine non manipulée; on lui oppose, en définitive, l'acceptation de la rencontre avec un «autrui» pensé sur le mode de l'irréductible.

De tout ce qui a été dit jusqu'ici, se dégagent quelques-unes des fonctions remplies par l'action volontaire dans les sociétés contemporaines. Premièrement, elle a une fonction de recrutement et de professionnalisation des nouvelles élites. À travers l'action volontaire se forment et se perfectionnent des habiletés techniques, professionnelles et politiques, qui peuvent ultérieurement être investies dans le marché ou dans les institutions publiques. En deuxième lieu, la participation à l'action volontaire a, pour ceux-là mêmes qui y participent, une fonction expressive. La gratification psychologique et sociale qui peut résulter de l'acte altruiste, ainsi que l'appartenance à un réseau de gens qui se considèrent comme des égaux; l'intensité émotive qui résulte du contact avec certaines formes de souffrance, voilà tous des éléments qui rendent la participation hautement expressive. En troisième lieu, l'action volontaire a une fonction certaine de démocratisation: par ce terme, je désigne le processus d'élargissement des canaux de participation, une plus grande flexibilité de ces canaux et l'augmentation de la visibilité des processus décisionnels. En définitive, il s'agit de l'autonomie croissante de la société civile et de sa capacité d'exercer une pression sur les institutions politiques.

En quatrième lieu, on observe une fonction de contrôle social. En prenant en charge ces «poubelles sociales» que les sociétés complexes contemporaines semblent destinées à

produire en quantité croissante, l'action volontaire absorbe une part du désordre et des tensions potentiels. Les systèmes complexes semblent être incapables de se libérer des rebuts matériels de la vie quotidienne tout comme des rebuts sociaux produits par les processus d'exclusion, de discrimination, de paupérisation que la culture urbaine crée et reproduit en son sein. L'action volontaire assume un service de voirie et, parfois, de recyclage. Même si une telle définition peut paraître dure, voire cynique, il faut reconnaître l'existence de telles fonctions au-delà des motivations éthiques, religieuses ou subjectives de ceux qui participent à l'action volontaire. L'orientation salvatrice qui alimente souvent l'action altruiste finit par confluer dans les exigences structurelles des systèmes complexes ; exigences d'écoulement ou de recyclage des déchets sociaux.

Enfin, l'action volontaire comporte une fonction de changement, qu'il me semble nécessaire de différencier selon deux aspects. Le premier aspect est celui de l'innovation : l'action volontaire est le laboratoire dans lequel on prépare les modèles culturels, organisationnels, relationnels, qui pourront éventuellement être transférés au niveau du marché et des institutions. C'est ici qu'agit ce recrutement des élites dont j'ai déjà parlé. Le deuxième aspect est celui de la fonction prophétique de l'action volontaire. Celle-ci, par son existence même, révèle et annonce : elle révèle l'existence des grands dilemmes qui traversent les sociétés complexes, et elle annonce qu'« autre chose » est possible. L'action volontaire signale que, derrière la neutralité des procédures techniques, derrière l'« objectivité » de la rationalité scientifique, il existe des besoins humains et des demandes qui débordent le niveau des procédures. Elle rappelle les limites du pouvoir de la société sur la nature et sur les hommes, elle affirme que la communication et le rapport avec l'autre ne s'épuisent pas dans l'échange (Bateson, 1972 et 1979).

DÉMOCRATIE DU QUOTIDIEN

L'action volontaire, qui prend en charge des besoins traditionnellement considérés comme étant privés, peut contribuer à créer et à élargir, au sein des sociétés complexes, les espaces publics, qui sont la condition du maintien de la démocratie dans un système désormais planétaire. La complexité de ce dernier est telle que la simple distinction entre État et société civile n'est plus suffisante pour la décrire. La différenciation et la sécularisation des partis de masse ont transformé ces derniers en institutions de représentation omnivores, organiquement incorporées dans l'appareil étatique. De leur côté, les systèmes parlementaires accentuent leur caractère sélectif, et leur fonction décisionnelle se déplace vers des dimensions procédurières. Actuellement, les systèmes de représentation et de décision aux différents niveaux de la société se multiplient, et cela donne lieu à une pluralité de lieux et de formes du *decision-making*. Ainsi l'État se fragmente de l'intérieur, tandis qu'il est dépassé de l'extérieur par l'interdépendance croissante du système global.

Dans un tel cadre, il serait illusoire de croire que la démocratie est identique à la compétition pour occuper les postes de gouvernement. Une démocratie substantielle, capable de faire face au défi de problèmes d'une ampleur démesurée, devrait être définie par rapport à la visibilité des buts et à l'ouverture des canaux de l'agir collectif qu'elle est capable de garantir. C'est pour cela que l'existence d'espaces publics, indépendants des fonctions gouvernementales et des canaux formels de la représentation, devient une condition nécessaire à la démocratie.

Ces espaces, définissant la nouvelle « société civile » (Keane, 1988), doivent être pensés comme un ensemble articulé de processus de négociation, de représentation, de décision ; processus qui rendent possibles l'expression et l'écoute de ce qui vient à la lumière et qui a mûri dans la profondeur de la vie quotidienne. Ces nouveaux espaces, par la place qu'ils occupent aux limites tant intérieures qu'extérieures des dynamiques institutionnelles, sont le forum idéal pour rendre visibles les « issues », les grands objectifs et les grands dilemmes sur lesquels la collectivité doit se prononcer ; de la même façon, ils rendent visibles les processus d'exclusion et de réduction au silence produits par la

complexité de la société. Ces espaces de la parole, de la nomination, permettent de donner une voix nouvelle ou différente à ce qui, dans la société, ne se laisse pas réduire aux noms imposés au monde par la rationalité technique.

L'action volontaire, sous tous ces aspects, est une des composantes du processus de création ou d'élargissement des espaces publics. C'est parce qu'elle amène à la lumière, révèle, soustrait au silence, que l'action volontaire, quand elle ne répond pas au besoin des gens d'être rassurés, ou qu'elle ne fait pas office de prothèse sociale, représente une composante vitale du processus de renouvellement d'une société civile digne de ce nom : *civitas* publique et individuelle, capable de faire une place à la différence et de renforcer la solidarité.

Alberto MELUCCI
Dipartimento di Sociologia
Università degli Studi di Milano
Via Conservatorio, 7 – 20122 Milano

RÉSUMÉ

Au départ, l'auteur examine les mouvements sociaux en tant que réseaux de groupes, de points de rencontres et de solidarité, réseaux dont les liens sont plus étroits lors d'une action collective et plus lâches en situation normale. Mais l'action collective, étant inséparable des démarches et des besoins des individus, est toujours menacée d'éclatement et, pour vraiment atteindre sa pleine expression, ne peut se passer de la politique. C'est pourquoi le quotidien est le terrain privilégié où prennent naissance les mouvements sociaux et c'est dans l'action volontaire que les individus se regroupent pour résoudre ce qui les préoccupe. L'action volontaire fournit un objectif commun ; elle est une réponse aux dichotomies qui séparent la réalité sociale. Elle est aussi une réaction aux actions de l'État, elle défie le pouvoir en place, propose des alternatives de sens et offre une forme de contrôle social. L'auteur croit enfin que l'action volontaire élargit les espaces politiques.

SUMMARY

Melucci begins by examining social movements as group networks, as meeting points and points of solidarity, networks whose links are more intense in situation of collective action and looser in normal situations. However, as collective action is inseparable from the actions and needs of individuals, it is always threatened with breakdown, and cannot get along without politics, if it is to reach its fullest expression. This explains why it is in daily life that social movements are the most likely to come into being, and in voluntary action that individuals join together to resolve their concerns. Such voluntary action furnishes a common objective. It is a reaction to dichotomies which divide social reality in two. It is also a reaction to actions of the state, defying the powers that be, proposing alternative directions and offering a form of social control. The author believes that voluntary actions broaden the political sphere.

RESUMEN

En un comienzo, Melucci examina los movimientos sociales como una red de grupos, de puntos de encuentro y de solidaridad, redes en las cuales los lazos son más intensos si hay una acción colectiva y más flojos en una situación normal. Pero, siendo la acción colectiva inseparable de las gestiones y de las necesidades de los individuos, está siempre amenazada de estallar y para realmente lograr su expresión, no puede prescindir de la política. Es por esto que lo cotidiano es un terreno privilegiado dentro del cual nacen los movimientos y es dentro de la acción voluntaria que los individuos se reagrupan para resolver lo que les preocupa. Y esta acción voluntaria, entrega un objetivo común, ella es una reacción a las dicotomías que separan la realidad social en dos. Es también una reacción a las acciones del Estado, desafía el poder actual, propone alternativas que tienen sentido y ofrece una forma de control social. El autor cree que la acción voluntaria extiende los espacios políticos.

BIBLIOGRAPHIE

- ASCOLI, U. (1987), *Azione volontaria e Welfare State*, Bologna, Il Mulino.
- BALBO, L. (éd.) (1987), *Time to care*, Milano, Angeli.
- BALBO, L. et M. BIANCHI (éd.) (1982), *Ricomposizioni: Il lavoro di servizio nella società della crisi*, Milano, Angeli.
- BATESON, G. (1972), *Steps to an Ecology of Mind*, New York, Ballantine.
- BATESON, G. (1979), *Mind and Nature*, New York, Dutton.
- BREINES, W. (1982), *Community and Organization in the New Left, 1962-1968*, New York, Praeger.
- DE LEONARDIS, O. (1990), *Il terzo escluso*, Milano, Feltrinelli.
- DONATI, P. R. (1984), «Organization Between Movement and Institution», *Social Science Information*, vol. 23, n° 4-5.
- FOUCAULT, M. (1977), *Microfisica del potere*, Torino, Einaudi.
- FREEMAN, J. (éd.) (1983), *Social Movements of the 60s and 70s*, London, Longman.
- GERLACH, L.P. et V. HINE (1970), *People, Power and Change*, Indianapolis, Bobbs-Merrill.
- GUNDELACH, P. (1984), «Social Transformation and New Forms of Voluntary Action», *Social Science Information*, n° 6.
- KEANE, J. (éd.) (1988), *Civil Society and the State*, Londo, Verso.
- KITSCHOLT, H. (1985), «New Social Movements in West Germany and the United States», *Political Power and Social Theory*, n° 5.
- KLANDERMANS, B., H. KRIESI et S. TARROW (éd.) (1988), *From Structure to Action*, New York, Jai Press.
- MELUCCI, A. (1984a), *Altri codici*, Bologna, Il Mulino.
- MELUCCI, A. (1984b), *Corpi estranei*, Milano, Ghedini.
- MELUCCI, A. (1987), *Libertà che cambia*, Milano, Unicopli.
- MULUCCI, A. (1989), *Nomads of the Present*, London, Hutchinson; Philadelphia, Temple University Press.
- MULUCCI, A. (1991), *Il gioco dell'io*, Milano, Feltrinelli.
- NEDELMAN, B. (1984), «New Political Movements and Changes in Processes of Intermediation», *Social Science Information*, vol. 23, n° 6.
- OFFE, C. (1984), *Contradictions of the Welfare State*, Boston, MIT Press.
- OFFE, C. et G. LENHARDT (1979), *Teoria dello stato e politica sociale*, Milano, Feltrinelli.
- PASQUINELLI, S. (1989), «Volontariato e politiche sociali in Italia», *Il Mulino*, n° 6.
- PILIAVIN, J.A. et H.W. CHARNG (1990), «Altruism: A Review of Recent Theory and Research», *Annual Review of Sociology*, vol. 16.
- RANCI, C. (1990), «Doni senza reciprocità. La persistenza dell'altruismo sociale nei sistemi complessi», *Rassegna Italiana di Sociologia*, n° 2.
- RANCI, C., U. DE AMBROGIO et S. PASQUINELLI (1991), *Identità e servizio. Il volontariato nella crisi del welfare*, Bologna, Il Mulino.
- SCOTT, A. (1990), *Ideology and the New Social Movements*, London, Unwin.
- STEIN, A. (1985), *Seeds of the Seventies*, Hanover, University Press of New England.
- TITTMUSS, R. (1971), *The Gift Relationship: From Human Blood to Social Policy*, New York, Vintage Books.
- UEHARA, E. (1990), «Dual Exchange Theory and Informal Social Support», *American Journal of Sociology*, vol. 96, n° 3.